

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : POUR NE PAS SE TROMPER DE COMBAT

Par Christine Mahy (RWLP) et Jacqueline Fastrès (RTA)

Le 17 octobre est la journée mondiale de lutte contre la pauvreté. Le réseau wallon de lutte contre la pauvreté en appelle à une mobilisation maximale à Liège, où se déroule cette année la manifestation.

Le slogan du RWLP à cette occasion est clair : « Pas de pitié pour la pauvreté, pas question d'en organiser la gestion ! L'éliminer est la seule bonne solution au bénéfice de TOUTE la population wallonne! »

Par cette analyse, nous souhaitons nous arrêter un moment sur cette délicate question de la « gestion » de la pauvreté pour en démonter les rouages. Et nous poser une question pour en sortir : et si la lutte contre la pauvreté devenait un plan qui soumette les politiques structurelles à un principe d'universalité effectif (et pas seulement théorique), les politiques sociales devant se concentrer sur des enjeux cernés, avec un investissement intensif ?

DES VASES COMMUNIQUANT DANS LE MAUVAIS SENS

Si l'on compare les « territoires » respectifs des politiques structurelles et des politiques dites « sociales », on ne peut que constater que la zone d'action des premières ne fait que se rétrécir au profit des secondes. Plus les politiques structurelles sont déstructurées (on le constate en matière d'emploi, avec la dérégulation du marché du travail, en matière de culture, dont les moyens restent largement facultatifs et sont très fragilisés en période dite « de crise », en matière de logement, qui est de plus en plus inaccessible, etc.), plus on développe des actions de type « social », sparadrap des déficits structurels. Or, il ne s'agit pas d'un simple déplacement de compétences : il s'agit d'un déplacement de point de vue sociétal, singulièrement concernant la responsabilité. Lorsque quelque chose ne marche pas dans les politiques structurelles, ce n'est pas la faute des gens, c'est celle des modèles politiques. Mais lorsque quelque chose ne va pas dans les politiques « sociales », c'est de plus en plus la faute des gens, qui deviennent des « cas » plus que des citoyens. Plus on va vers les politiques sociales, moins on règle les problèmes fondamentaux ; plus on développe des politiques d'assistantat pour des gens qui ne souhaitent pas être assistés, mais avoir une place dans la société, et plus on rend les gens responsables à titre individuel. Les gens doivent prouver un état de difficulté ou d'appauvrissement suffisant pour bénéficier d'aides sociales, et devraient ensuite arriver à se passer de ces aides au plus vite en prenant le risque de ne plus bénéficier des droits couplés aux politiques structurelles, devenues largement incertaines.

Le système a donc inventé « l'assistantat de survie » imposé par le déficit des politiques structurelles, avec l'effet pervers d'en faire porter la responsabilité aux gens.

UNE EXIGENCE D'HYPER-CITOYENNETÉ ET UNE IMPUISSANCE IMPOSÉE

Emarger aux politiques sociales ne devrait être que provisoire certes, mais cela impliquerait qu'il y ait des possibilités réelles de s'en sortir (la possibilité de trouver du travail, notamment). Cependant, c'est la mécanique du système elle-même qui maintient les gens dans l'assistantat, alors même qu'on leur assène un discours d'autonomie, d'auto-prise en charge. Les gens en précarité sont soumis à une contrainte morale de plus en plus cadencée. Ils doivent être plus parfaits que tout le monde, n'avoir envie de rien, ne céder à aucune sirène, n'avoir aucune faiblesse. En définitive, ils doivent apprendre le contrôle permanent des affects, désirs et



Lutte contre la pauvreté : pour ne pas se tromper de combat

sentiments qui les traversent, et pour cela intégrer l'auto-censure comme pratique de survie... mais qui conduit et confine à réduire le champ des possibles, et à intégrer la passivité et le hors-système comme une manière intelligente de s'en tirer.

Du fait qu'il ont peu, mais aussi du fait de recevoir des deniers publics pour exister, ils sont doublement redevables et doublement en état de devoir être parfaits : être ceux qui consomment et se comportent toujours de la bonne manière. C'est le cas classique de la mère de famille pauvre, qui se dit « Si l'AS du CPAS passe, le frigo doit être vide, si c'est celle du SAJ qui passe, il doit être plein ; si l'AS passe, je dois avoir des ampoules économiques ; si je la croise au supermarché, elle ne doit pas voir que j'ai des chips dans mon caddie. Si l'Onem passe, il ne faut pas de pantoufles d'homme à la maison ». C'est en quelque sorte la parabole des nouveaux Parfaits¹.

Mais d'autre part, les gens sont maintenus dans l'impossibilité de pouvoir bouger. Ainsi, par exemple, dans le logement social, on entend d'un côté les plaintes que les gens sont trop passifs, trop assistés, qu'ils s'installent dans leur situation, qu'ils devraient se sentir responsables de leur logement puisque c'est la collectivité qui l'a mis à leur disposition ; mais d'autre part, les locataires de logement sociaux ne peuvent pas planter un clou, pas changer un robinet, pas repeindre un mur, sans le technicien de la société de logement. La passivité est régulièrement intégrée dans le système structurel, et ensuite reprochée à la population.

VERS UNE DÉSECTORIALISATION PARTIELLE ET UNE REDÉFINITION DU MONDE SOCIAL

Nous postulons qu'il serait plus juste et plus efficace de rééquilibrer les deux « territoires », de réétendre au maximum les politiques structurelles, de dégonfler les politiques sociales pour les réserver à ceux qui ont trop perdu, et de les renforcer pour les rendre plus efficaces.

Car des politiques sociales « verticales » restent indispensables, comme pour le handicap ou l'aide à la jeunesse par exemple, et il faut les renforcer en qualité, en diversité, en transversalité. Il est et restera nécessaire d'avoir des secteurs spécialisés pour s'occuper de problématiques spécifiques. Tout comme il faudrait investir de façon intensive par rapport à certains problèmes sociaux dans le but de réduire la distorsion qui s'est créée compte tenu de la déstructuration ou de l'investissement inadapté de certaines politiques structurelles au profit d'une compensation par l'action sociale ; autrement dit, pour réparer les dégâts que cette situation a amplifiés.

Mais la pauvreté quant à elle n'est pas une matière spécifique ; elle n'a pas d'existence en soi, elle n'existe que comme conséquence de dysfonctionnements de politiques structurelles affaiblies. Et pour sortir de cette ornière, il faudrait aussi une redéfinition du champ du monde social. Plutôt que de confiner les travailleurs sociaux dans l'assistance à une partie de la population à l'intérieur d'un secteur, pourquoi ne pas les voir plutôt comme des facilitateurs du lien social à l'intérieur des politiques structurelles ? C'est un regard tout différent, un prisme beaucoup plus large, et un objectif tout différent aussi pour les travailleurs dits « sociaux » : au lieu d'être dans la position de soutien-guide-contrôle des gens par rapport à une déficience, ils seraient des dynamiseurs d'usage des politiques structurelles.

On peut se poser la question de savoir comment les travailleurs sociaux pourraient être associés à la redéfinition d'une fonction moins contrôlante et plus émancipatrice ; cette fonction-là, c'est en tout cas le souhait de beaucoup d'entre eux, qui pourraient ainsi occuper une place plus juste

1 On se souviendra que les Parfaits, dans la religion cathare, étaient ceux qui vivaient un ascétisme total : abstinence, non-violence, végétarisme, pauvreté.



Lutte contre la pauvreté : pour ne pas se tromper de combat

et plus gratifiante pour toutes les parties.

Il s'agirait là d'une révolution politique et idéologique, qui ne pourrait se faire d'un coup. Mais plutôt que de réduire une politique de lutte contre la pauvreté aux politiques d'« intervention sociale », pourquoi ne pas décider de ne même pas prononcer le mot de pauvreté, et proposer aux décideurs des politiques structurelles un engagement à inclure, à intervalle régulier, dans ces mêmes politiques structurelles, des éléments qui ont dérivé de manière injustifiée vers les politiques sociales et qui seraient ainsi rapatriés à leur juste place, c'est-à-dire à l'usage de tous?

DES EXEMPLES DE « RAPATRIEMENT » SOUHAITABLE DE POLITIQUES VERS LE STRUCTUREL

L'énergie

Dans les CPAS, on a développé la fonction de tuteurs énergie, chargés de conseiller les personnes émergeant au CPAS en matière de gestion et d'économie d'énergie. Les actions proposées le sont avec la meilleure intention, et cela apporte certes quelques éléments intéressants. On peut toutefois douter du fait que situer ce type d'actions à cet endroit-là soit le plus judicieux ; cela attire en tout cas, une fois de plus, le regard sur les populations les plus affaiblies, occultant ainsi le fait que les causes structurelles à l'origine de ce « besoin » sont beaucoup plus importantes à investir, et que ce problème touche tout le monde.

Outre le fait que la position des tuteurs énergie est ambiguë (il n'y a pas de lien entre leur intervention et le dossier de la personne ; néanmoins, si celle-ci met de la mauvaise volonté auprès de son tuteur énergie, dans quelle mesure cela peut-il se savoir ?), ils sont chargés de faire consommer encore moins ceux qui consomment déjà peu (et, autre ambiguïté, ils consomment souvent eux-même davantage que les personnes qu'ils conseillent, puisqu'ils ont plus de moyens). Sans dire qu'il n'y aurait aucun bénéfice à cette action, on est en droit de se poser la question de la pertinence à situer une telle mission à cet endroit, ce qui conduit à réserver « l'incitation intense » au bien-faire énergétique aux populations les plus facilement mises sous contrôle.

Mais ce qui interpelle le plus, c'est que ces emplois de tuteurs énergie sont versés dans les politiques sociales, alors que dans le versant structurel, il y a les guichets énergie de la Région wallonne, chargés de conseiller l'ensemble de la population. Ils ne sont pas là que pour permettre de faire gagner de l'argent sur la pose de panneaux photovoltaïques à des personnes qui ne sont pas dans le besoin. Pourquoi ne pas imaginer que toute la matière concernant les conseils en énergie soit concentrée dans ces guichets énergie, quitte à y trouver des travailleurs sociaux pour faciliter le lien social, c'est-à-dire pour veiller à ce que les guichets soient accessibles à tous ? Pourquoi ne pourrait-on pas y voir aussi bien une personne qui vit en caravane ou en chalet et qui vient se renseigner sur les ampoules économiques, et une autre, qui vit en villa cossue et qui veut refaire toute son isolation? Un renseignement est un renseignement, et il n'y a pas de jugement de valeur à avoir, on peut s'informer sur l'énergie en n'y connaissant rien et en n'ayant pas le sou. Mais il y a une grande différence de le faire plus ou moins contraint et forcé parce qu'on est au CPAS, ou de le faire au même titre que tout autre citoyen.

Pourquoi ne pas imaginer que les tuteurs énergie pourraient être déplacés, dans un délai convenu, vers les guichets énergie, qui deviendraient des lieux de ressource pour tout le monde? La mesure pourrait être assurée par un test d'universalité (et non un test pauvreté) : il s'agirait



Lutte contre la pauvreté : pour ne pas se tromper de combat

de s'assurer que la démarche atteigne tout le monde. Si ce n'est pas le cas, elle ne peut pas passer. Si la politique énergétique avait été conçue de cette manière, avec ce test d'universalité, l'argent pour les panneaux photovoltaïques ne serait pas parti dans les poches déjà remplies. On aurait mis des panneaux photovoltaïques, mais cela aurait pu se faire de tout autre manière, collectivement, par quartier par exemple.

Le logement

On se souviendra que le Plan Habitat Permanent cherche à reloger des personnes vivant en caravane ou en chalet dans des parcs primitivement destinés au tourisme. Ne serait-il pas plus efficace de concentrer les moyens sur l'évolution, l'amélioration ou la création de logements, avec un travail sur l'aménagement du territoire, la fiscalité, etc, plutôt que sur un accompagnement social qui tend à déplacer le réel problème qui se pose aux personnes : un logement gérable (de petites dimensions), payable (avec la question de l'accès à la propriété), avec de l'espace vert, et sur lequel ils puissent aussi intervenir - tous éléments « impayables », bien entendu, dans la situation actuelle. Les acteurs sociaux actuels deviendraient des facilitateurs de liens sociaux pour la transformation et/ou la création de logements tenant compte des réalités des personnes, travaillant avec les acteurs du logement et de l'aménagement du territoire.

Dans le cadre du logement en général dans le privé, un travail sur le contrôle des loyers, la lutte contre les systèmes spéculatifs, la fiscalité et autres moyens pour réduire la propriété tentaculaire et favoriser avant tout l'accès à un premier logement décent, payable et raisonnablement énergivore pour chaque ménage, autant d'éléments qui pourraient permettre de réduire de façon importante les aides financières diverses allouées par les CPAS aux ménages en difficultés ; et par la même occasion, pourrait réduire aussi l'intrusion sociale dans la vie des ménages qui doivent avoir recours à ces aides sociales répétées pour lesquelles il faut prouver sans cesse « sa pauvreté » d'une part, son dynamisme d'autre part.

L'enseignement

Ne peut-on imaginer d'organiser un enseignement qui garantisse à l'intérieur de l'école et dans le temps de la journée scolaire la remédiation scolaire et l'accompagnement intensif des élèves en difficultés, avec un glissement des ressources humaines et des moyens du champ des écoles de devoirs dans le système scolaire? Ce qui supposerait dans l'enseignement une ouverture intelligente d'une place non-négligeable pour des projets culturels ou sportifs ouverts à la diversité. Et ce qui permettrait un apport non négligeable du social à l'intérieur même du monde scolaire et non à côté.

Les revenus

La non-individualisation des droits pèse sur les budgets régionaux et communautaires par des politiques-sparadraps rendues nécessaires parce que les gens ont de trop faibles revenus, et pèse aussi sur le contrôle de la vie des gens. Lorsqu'on n'est pas allocataire social, personne ne regarde si l'on reçoit des gens chez soi, si l'on déloge 3 mois, si un couple se reforme ou pas. Si on est allocataire social, on est sans cesse contrôlé sur ces points. Si l'on vit en travaillant à deux avec des revenus confortables, on ne se voit pas retirer une part de ceux-ci, alors que deux allocataires sociaux vivant ensemble sont, eux, lourdement sanctionnés financièrement.

Outre les situations ubuesques qu'elle provoque (séparations familiales artificielles, inversions de rôles préjudiciables aux liens familiaux, solidarité familiale et intergénérationnelle détricotée - le tout impitoyablement requalifié de « fraude sociale »), la non-individualisation des droits porte préjudice aux politiques actuelles du logement et de l'énergie (logement privé comme public),



Lutte contre la pauvreté : pour ne pas se tromper de combat

de la prise en charge du vieillissement, de perspectives d'avenir pour les jeunes, de solidarités et de cohésion sociale « naturelle », de revenus trop faibles pour assumer le coût de la vie ainsi que pour se lancer positivement dans la recherche d'emploi. Un coût social et financier réel est assumé par les Régions dans ce cadre à travers une sorte de transfert de prises en charge par les Régions sur base des conséquences négatives d'une politique fédérale.

La santé

Les investissements financiers ne cessent de gonfler dans la prise en charge de la santé curative. Cela peut se comprendre compte tenu de l'allongement de la vie, de dépistages plus précoces, etc.

Par contre, pourquoi ne pas agir d'abord sur les déterminants qui sont à l'origine de la dégradation plus ou moins importante de la santé des personnes : l'alimentation équilibrée, l'accès aux activités sportives et culturelles, la possibilité de vivre dans un environnement sain, l'accès à un tourisme vert pour les travailleurs et personnes à faibles revenus, etc.

Une démarche pourrait être dans un premier temps de développer l'idée d'un repas complet gratuit chaque jour dans les écoles dans un lien au développement de jardins communautaires, d'utilisation partagée des cuisines de collectivités, de repas pris dans des maisons de repos lorsqu'elles sont dans la proximité, etc. Soit penser l'école dans son milieu de vie à travers son rapport à l'alimentation.

L'emploi

Aujourd'hui, beaucoup de personnes sont au travail sans avoir d'emploi. Elles y sont arrivées pour des raisons variées, par la force des choses ou par les hasards de la vie : via les dispositifs de formations en chaîne, ou à la faveur d'une formation dans le bon endroit, ou encore parce qu'elles ont trouvé la porte d'un endroit qui répond à un besoin, ou parce qu'appauvries elles auto-construisent des dynamiques collectives de vie/de survie liées à l'alimentation collective, à la garde d'enfants, au co-voiturage, au fait d'aider certains à ne pas sombrer dans la solitude et à prendre soin de soi, etc.

Mais paradoxalement, alors que ces personnes sont actives dans un rôle qui apporte généralement quelque chose à la collectivité, alors qu'elles pratiquent une cohésion sociale « naturelle » en remplissant un rôle utile, qui la plupart du temps correspond à leur capacité d'investissement sociétal, elles sont poursuivies pour intégrer le système de l'emploi « classique », trop souvent chimérique, inexistant, non-durable, faiblement rémunérateur, tenant peu compte de la capacité individuelle d'investissement dans un emploi.

Pourquoi ne pas reconnaître de tels rôles « naturellement » construits là où ils se sont construits, en rapport avec l'investissement possible des personnes, ce qui valoriserait l'apport de l'individu à l'organisation de la société et ferait sortir de la clandestinité obligée et dangereuse ces personnes ? Pas question de créer des sous-statuts, mais un cadre d'emploi qui corresponde aux réalités sociétales « naturelles » et aux potentialités d'une partie de la population. Le rayonnement du bien-être stabilisé de la personne a un impact positif non seulement pour elle, mais pour son environnement familial et amical proche, ainsi que pour la collectivité en faveur de laquelle elle remplit ce rôle. Pas sûr que le calcul financier à long terme serait perdant.

ÉVITER LE COLONIALISME INTERNE

Agir de la sorte permettrait de renforcer non seulement les politiques structurelles, mais aussi les politiques sociales, qui pourraient se concentrer sur le cœur de leurs missions sans être happées



Lutte contre la pauvreté : pour ne pas se tromper de combat

par les éléments transfuges des politiques structurelles. En effet, ce déplacement transfuge de politique, à la longue, pourrait mener à ce que Robert K. Thomas a nommé le colonialisme interne. Contrairement au colonialisme classique, le colonialisme interne est exercé non par une bureaucratie d'une société externe à la société colonisée, mais au contraire, par une partie de société sur une autre. Lorsqu'on parle de pauvreté générationnelle, on n'est pas loin de cette attitude qui considère que l'« autre société » est enfermée dans son incapacité à changer. Car si on rendait à la plupart des parents pauvres qu'on accuse d'être des mauvais parents les moyens de mener une vie décente (pas nécessairement en les assistant financièrement, mais en abaissant les loyers par exemple), beaucoup d'entre eux trouveraient les ressources pour une relation éducative positive. Si on n'asphyxait pas les gens mais qu'on leur rendait des droits individuels sans leur faire payer d'être en couple ou en famille, on permettrait une solidarité familiale. Cela allégerait d'autant les politiques sociales, qui pourraient se recentrer sur les situations les plus complexes.

Il conviendrait donc d'identifier des conditions de transférabilité raisonnable de certaines politiques sociales vers les politiques structurelles, et de renforcer celles qui doivent rester sociales. Est-ce vraiment inimaginable ? A l'heure où des transferts de compétences massifs se préparent sur base de revendications communautaires, ne peut-on entendre la nécessité de transferts sur base de revendications sociales ?